

TRANSPORT À ORAN

Vers la fin des taxis indépendants

Quelques jours après la visite du ministre des Transports à Oran, consacrée essentiellement aux travaux du tramway et ceux de la nouvelle aérogare d'Es Senia, le transport à Oran se caractérise toujours par l'anarchie et l'absence totale d'organisation.

C'est là pourtant l'un des secteurs-clés pour évaluer le niveau de développement de la ville, de la capacité à permettre à la population une circulation aisée à l'intérieur du tissu urbain.

Les décisions prises ces dernières années pour imprégner au secteur des transports plus de professionnalisme et ancrer dans les comportements la notion de service public ont toutes été laminées sur le terrain par une déviation des textes réglementaires.

Première conséquence, l'anarchie et le mécontentement généralisé des usagers qui ne cessent d'accroître. Il en a été ainsi de l'ouverture au privé du transport public, de «l'explosion

des agréments Ansef», il en est encore de même aujourd'hui avec les agréments de sociétés de taxis.

En effet, alors qu'une trentaine de sociétés de taxis existent à Oran, l'on annonce la création dans un proche avenir de 40 autres sociétés, et ce, pour «régler l'épineuse question des licences de taxis bloquées depuis plusieurs années à Oran et qui ont donné lieu à un marché spéculatif de la location de licences de taxis».

Si toutes ces sociétés de taxis parvenaient à obtenir leurs agréments, cela risque de mettre fin aux «taxis indépendants» qui sont déjà concurrencés par les «clandestins».



Photo : DR.

De plus en plus aujourd'hui de «chauffeurs de taxi» trouvent du mal à faire des recettes stables et suffisantes pour faire face aux frais d'entretien du véhicule et

assurer un salaire décent. Mais la perversion de la présence en force des sociétés de taxis est à trouver dans la pratique des tarifs frauduleux dont sont vic-

times leurs clients. En effet, les chauffeurs des sociétés de taxis se voient imposer des recettes journalières de 2 000 à 25 000 DA.

Tout ancien chauffeur de taxi vous le dira, c'est quasi impossible à réaliser tous les jours.

Dès lors, les chauffeurs usent et abusent d'escroqueries en trafiquant le compteur ou en utilisant tout aussi abusivement le tarif de nuit dans la journée.

Face au chômage qui les guette, bien des chauffeurs de taxi indépendants ne vont avoir d'autre alternative que de céder aux sociétés de taxis, ou à leur tour de verser dans l'informel.

Mais au final, qui est «le din-don de la farce», celui pour qui aucune organisation ni représentant des pouvoirs publics ne va défendre les droits ? C'est bien l'usager, le client.

Fayçal M.

RELIZANE

Réorganiser le commerce

Plusieurs mesures visant «l'organisation et un meilleur encadrement» des activités commerciales ont été prises dans la wilaya de Relizane, ont indiqué avant-hier les services de la wilaya. Il s'agit, notamment, selon la même source, de la réalisation d'un laboratoire de contrôle de la qualité dont la mise en service est prévue dans six mois.

Une structure qui permettra de lutter plus efficacement contre les infractions aux normes de qualité sans recourir, comme c'est le cas actuellement, aux services des laboratoires du bureau d'hygiène de la wilaya de Relizane.

Un marché de gros des fruits et légumes est également en cours de réhabilitation à la zone

industrielle de Belacel-Bouzegza située à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, dont les travaux ont atteint les 80%, a-t-on indiqué, soulignant que la réception de ce projet est prévue au cours du deuxième semestre de l'année 2013.

Par ailleurs, afin de lutter contre le commerce illicite, une

dizaine de marchés de proximité sont en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya, dotés de 100 espaces de vente agréés, a-t-on également mentionné, soulignant que ces marchés permettront à quelque 400 commerçants enregistrés par les services de la wilaya, activant dans l'informel, d'exercer en toute légalité.

En outre, des locaux à usage commercial et professionnel, réalisés dans les cités Satal et Garde mobile, dans la ville de Relizane, ont été récemment attribués à plusieurs commer-



Photo : DR.

çants spécialisés dans la vente de fruits et légumes qui avaient

«squatté» des espaces publics.

A. Rahmane

SIDI BEL-ABBÈS

18 mois sans salaire, les travailleurs de l'Edima interpellent le ministre

Les travailleurs de l'Edima (Entreprise de distribution et de maintenance du matériel agricole) sont montés au créneau pour réclamer le versement de 18 mois de salaire et exiger l'annulation de la dernière décision portant sur le changement de l'activité de l'entreprise.

Il faut rappeler que les travailleurs ne sont pas à leur première contestation, puisqu'en août dernier, ils avaient entamé une grève illimitée pour rejeter la décision du changement de l'activité que la tutelle voulait leur imposer.

Alors que leur activité relevait de la distribution et la maintenance du matériel agricole, la nouvelle décision porte, quant à elle, sur des prestations de services agricoles, supposant qu'ils doivent intervenir sur du matériel agricole en fonction, dans les champs et autres, décision qui a été aussitôt rejetée.

Les travailleurs ont, au début de cette semaine, tenu une assemblée générale à l'issue de laquelle ils ont décidé de camper sur leurs positions, à savoir se limiter à leur activité initiale et par la même occasion, ils interpellent le ministre pour une prise en charge de leurs doléances en plus du versement des 18 mois de salaire.

A. M.

9 listes seulement pour les APW

Le dépôt de listes de candidatures pour les élections locales du 29 novembre a été clôturé.

Des partis ont travaillé d'arrache-pied jusqu'à la dernière minute afin de réunir le maximum de listes et conquérir plus de communes. On parle de la participation de neuf partis politiques seulement et une liste au total aux Assemblées de wilaya. Ces derniers ne sont autres que le FLN, RND, MPA, FFS, RCD, RND, PT, ANR, PST, et une liste indépendante. Quant aux municipales, 100 listes ont été

déposées. On comptera entre 20 et 30 listes sans couleur partisane et une participation d'environ 20 formations politiques. Les partis ont eu de grosses difficultés à se présenter, cette fois-ci, dans les trente-huit (38) communes de la wilaya. Le FLN n'a réussi à se présenter que dans 35 communes environ, le MPA dans 35, et pour le RND, 36 selon des échos. Les autres partis n'ont pas pu élaborer plus de 10 listes pour les communales, tels que le PT avec environ 5 listes, l'ANR, le FNA, AHD 54, FAN,

l'Alliance de l'Algérie verte, MPA, PST, etc.

Certains partis ont eu recours aux parrainages de quelques listes indépendantes dans l'espoir de gagner quelques sièges dans les communes et s'ancrer dans la région. Ce sont au total 100 listes qui entrent en course en attendant l'étude des dossiers dans un délai de dix jours, puis les résultats des recours auprès de la chambre administrative pour en savoir plus sur le nombre exact des participants.

A. R.

LE RAIL ENDOMMAGÉ ENTRE AÏN-SEFRA ET BÉCHAR
Les trains paralysés

Le trafic ferroviaire Oran-Béchar-Oran est paralysé depuis samedi dernier, suite aux dernières pluies qui se sont abattues sur la région.

On apprend qu'un tronçon de quelque 100 m de rail avec une profondeur de quelque 2 m, au PK 520 au lieu-dit Zouzfana (entre Aïn-Sefra et Beni-Ounif) a été endommagé, ainsi que sur différents tronçons près de la localité de Bouayache (entre Beni-Ounif et Béchar).

En effet, les travaux lancés déjà en exécution pour la réparation de la voie ferrée prendront sans doute une bonne dizaine de jours, indique-t-on à l'issue d'une réunion qui a regroupé les cadres des chemins de fer. Les trains de voyageurs et de marchandises seront donc remis en service après la fête de l'Aïd.

B. Henine

MASCARA

Prison ferme pour six émeutiers et sursis pour quatre autres

Le verdict a été rendu en fin d'après-midi dans l'affaire des émeutiers du 9 octobre qui comparaissaient devant le tribunal de Mascara ce mardi.

Ils étaient accusés d'attroupement illégal, trouble à l'ordre public, destruction de biens publics, outrage à corps constitué. Des peines de prison ferme d'une année ont été prononcées contre quatre accusés, six mois de prison ferme contre deux autres alors que quatre seront condamnés, à 6 mois avec sursis. Le reste des émeutiers sera relaxé.

M. Meddeber